

**Déclarations de Monsieur le Ministre
à l'issue du conseil de gouvernement du 07/02/2012**

A l'issue du conseil de gouvernement, réuni mardi, M. Mustapha El Khalfi a tenu un point de presse en début d'après-midi.

Le conseil de gouvernement examine trois projets de loi dont celui relatif à la loi de finances 2012

Le conseil de gouvernement, réuni mardi sous la présidence du chef de gouvernement M. Abdelilah Benkirane, a examiné trois projets de loi, dont le projet de loi de finances 2012.

Le projet de loi de finances vient consacrer les fondements de l'Etat de droit, la mise en œuvre des dispositions de la Constitution et de la régionalisation et favoriser l'impulsion d'une croissance forte et durable avec tout ce que cela implique en termes de consolidation des efforts d'investissement public et d'intensification des actions de l'Etat en matière d'emploi et d'économie sociale, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi.

Le texte insiste dans ses grandes lignes sur l'effort de renforcement des capacités d'accès aux services sociaux, notamment l'enseignement, la santé et l'habitat.

Le conseil a également examiné le projet de loi sur les garanties accordées aux membres des Forces armées royales, conformément à l'article 71 de la Constitution.

Ce projet détermine les droits et obligations ainsi que les garanties fondamentales accordées aux éléments des FAR durant de l'accomplissement de leurs missions pour la défense de l'intégrité de la patrie, de sa sécurité et de ses frontières.

Et d'ajouter que le conseil de gouvernement a en outre étudié les grandes lignes du projet de loi organique relative aux nominations dans les établissements publics, les entreprises stratégiques et les nominations aux fonctions par décret en conseil de gouvernement, conformément aux articles 49 et 92 de la Constitution.

Taza : la priorité sera accordée au traitement des causes sociales ayant conduit aux récents incidents

Après le retour au calme dans la ville de Taza, la priorité est désormais accordée au traitement des causes sociales qui ont alimenté les derniers évènements, a affirmé mardi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement.

Dans un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, le ministre a indiqué que les efforts seront focalisés à cet effet sur le règlement des questions se rapportant à l'emploi et aux "factures exorbitantes" d'électricité.

Le dialogue demeure le moyen idoine pour régler ces problèmes, a insisté M. El Khalfi, mettant l'accent sur les conditions socio-économiques "difficiles" que connaît la ville.

En ce qui concerne les dégâts occasionnés aux biens publics et privés, il a indiqué que le parquet ouvrira des enquêtes en cas de plaintes à ce sujet.

Il sera également procédé à la réparation des dommages et dégâts causés aux biens dans le cadre d'une action participative impliquant l'ensemble des parties concernées, a-t-il ajouté.

Le ministre a également réaffirmé que la préservation de la sécurité est une question centrale pour le gouvernement qui ne montrera point de complaisance à cet égard.